

Je ne songe à aucune société en particulier pour l'instant. Je ne connais aucune société qui soit le moins intéressée à vendre à un prix juste et raisonnable... Je ne serais pas étonné que nous ne fassions aucune autre acquisition d'ici deux ou trois ans.

J'espère que Petro-Canada ne fera plus «aucune autre acquisition» après la façon dont elle a effectué celle-ci. M. Hopper semble très inquiet. Je ne pense pas qu'il ait participé très activement à cette transaction qui fait davantage songer aux manipulations politiques dont le gouvernement libéral a le secret.

Le député de Moose Jaw (M. Neil) a fait remarquer hier à la Chambre tout ce qu'il nous en coûtera pour avoir de l'essence et de l'énergie à bon marché. Voici ce qu'il disait:

Puisque le Programme énergétique national du gouvernement libéral actuel ne permettra sûrement pas au Canada d'en arriver à l'autarcie énergétique d'ici 1990, et puisque ce même programme obligera le Canada à importer 500,000 barils de pétrole par jour d'ici 1990, ce qui devrait coûter 23 milliards de dollars par année aux contribuables canadiens...

Voilà ce que nous coûtera chaque année l'essence à bon marché: 23 milliards de dollars. De qui le gouvernement veut-il se moquer?

Il n'est pas très fréquent de découvrir dans le parti libéral des députés qui ont une conscience. Mais on peut en trouver deux ou trois à l'occasion. En effet, deux députés ont récemment critiqué ouvertement la politique énergétique. Ils ont fait valoir de très bons arguments. Un journal local en a parlé en ces termes:

Des doutes concernant le Programme énergétique national du gouvernement fédéral commencent à faire surface au sein même du caucus libéral.

Au moins deux députés libéraux estiment qu'il est temps qu'Ottawa et l'Alberta règlent leur conflit aigu au sujet des prix pétroliers et du partage des revenus.

S'il faut que les prix intérieurs du pétrole se rapprochent sensiblement des cours mondiaux pour qu'on en arrive à une entente sur les prix, qu'il en soit ainsi, ont dit Keith Penner et Dennis Dawson au cours de récentes entrevues.

Le même article rapportait encore ces propos de M. Dawson, député de Louis-Hébert et secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration:

... il faut réduire l'écart entre les prix canadiens et les cours mondiaux du pétrole.

En voilà un qui ne mâche pas ses mots. Il est temps que le parti libéral cesse de faire croire aux Canadiens qu'il leur procurera du gaz et de l'énergie à bon compte. Ça n'existe pas nulle part à l'heure qu'il est. Le député aurait ajouté, selon l'article:

On se demande combien de temps encore nous pourrions contenir les prix.

Au fond, je crois que nous nous sommes engagés à maintenir les prix plus bas que les tories durant un an.

Il n'en a rien été, monsieur l'Orateur. L'article poursuit:

Le ministre des Finances, Allan MacEachen, a affirmé toutefois que les prix énergétiques seront plus bas que ceux qui avaient été proposés par les tories durant leur mandat.

Cette remarque est également inexacte.

Le gouvernement dépense dans un autre domaine, celui de l'aérospatiale. J'appuie cette dépense. Malheureusement, les fortes sommes consacrées à l'aérospatiale sont toutes dépensées en Ontario et au Québec. Quant au contrat pour le nouveau chasseur, les libéraux ont annoncé que 48 p. 100 des travaux seront exécutés au Québec et 39 p. 100 en Ontario, ce qui laisse 12 p. 100 aux autres provinces canadiennes. Je suis très préoccupé au sujet des cinq entreprises aérospatiales que nous avons au Manitoba. Ces entreprises n'obtiendront aucune part des travaux prévus par le contrat, puisque le gouvernement continue à investir massivement dans l'Est. Il y a une dizaine

Pouvoir d'emprunt—Loi

de jours, on a annoncé que de Havilland obtiendrait des garanties de prêt. On pouvait lire à ce sujet dans le *Globe and Mail*:

Le gouvernement fédéral a également annoncé qu'il accorderait à cette société de la Couronne une garantie de prêt de 450 millions de dollars qui englobera également les frais de conception et de mise au point (275 millions) pour la période allant de 1981 à 1985. Les frais initiaux de conception et de mise au point seront de 170 millions de dollars... Le financement se fera grâce à des emprunts bancaires et d'autres formules d'emprunt.

Monsieur l'Orateur, voilà une question que je continuerai à soulever jusqu'à ce que nous ayons reçu la promesse formelle que les cinq entreprises aérospatiales du Manitoba recevront du travail. L'Est a certainement reçu plus que sa juste part.

Je tiens également à souligner l'excellent travail du *Globe and Mail* au sujet du programme énergétique du gouvernement. Les articles sont bien documentés et ils mettent en lumière les lacunes du Programme énergétique national. Voici ce qu'on peut lire dans un éditorial du *Globe and Mail* daté du 9 février 1981:

Lorsque vous voyez augmenter le montant de vos factures de mazout et le prix de l'essence, il est probable que les provinces et les sociétés pétrolières n'y sont pour rien: vous contribuez à accroître la capacité de financement du gouvernement fédéral et vous permettez à Petro-Canada d'arborer ses couleurs sur les stations-service d'un océan à l'autre. C'est la genèse d'une nouvelle définition de l'autarcie: le gouvernement se sert, et il est insatiable.

Cette dernière observation semble sûrement être la devise du parti libéral: les consommateurs et les contribuables canadiens doivent continuer à payer sans cesse.

Des articles encourageants sont également publiés. Le ministre de l'énergie de la Colombie-Britannique, M. McClelland, déclarait récemment qu'après avoir effectué une enquête de trois jours à travers l'Ontario:

... il en est venu à la conclusion qu'Ottawa finira par abandonner ses mesures politiques controversées pour travailler de concert avec les provinces à la réalisation de l'autarcie énergétique.

J'espère que M. McClelland sait de quoi il parle. Voilà un vœu pour la réalisation duquel nous pourrions tous prier ce soir: que ce programme énergétique ridicule soit retiré. Des experts et des autorités d'un bout à l'autre du pays ont souligné que ce programme va à l'encontre de l'objectif d'autarcie énergétique du Canada.

Il n'y a pas que l'Alberta qui a été touchée. Des sociétés pétrolières et des usines de la Saskatchewan ont également souffert. Le dernier programme énergétique a fait tellement monter le prix du brut de Lloydminster qu'il ne se vend plus sur les marchés américains. C'est un type d'huile lourde qui n'est pas très en usage au Canada. Depuis que ces dernières taxes ont frappé l'usine d'huile lourde de Lloydminster, le produit n'est plus vendable aux États-Unis. Dans un article de l'*Alberta Report* du 23 janvier 1981, on peut lire:

Déjà écrasés sous le poids des redevances provinciales et des nouvelles taxes fédérales prévues dans le budget d'octobre, les producteurs d'huile lourde de la Saskatchewan viennent d'encaisser un nouveau coup ce mois-ci. L'Office national de l'énergie, dans son rituel mensuel d'établissement des prix, a jugé que les exportations d'huile lourde étaient «grandement sous-évaluées» et a conseillé au ministre de l'Énergie, M. Marc Lalonde, d'augmenter le tarif d'exportation fédéral de 30 p. 100, car une hausse aussi forte était justifiée. Les consommateurs américains, quant à eux, ont trouvé que le prétendu «prix à l'exportation juste et raisonnable» de l'Office était loin d'être juste et raisonnable. Ils ont rapidement annulé les commandes qu'ils avaient passées auprès des producteurs canadiens, qui se voyaient dans la situation de trouver soit d'autres acheteurs, soit un espace où stocker leur pétrole. Les producteurs prient l'ONE de revenir sur sa décision.